



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DÉCISION DU PRÉSIDENT PRISE SUR DÉLÉGATION  
DU COMITÉ SYNDICAL**



**OBJET :** Signature auprès de la Centrale d'achat des Transport Public (CATP) d'un engagement modificatif au contrat n°2018-01-98 concernant « l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs »

**Le Président d'Artois Mobilités,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu les délibérations du Comité Syndical portant délégation de celui-ci au Président d'Artois Mobilités (AM62) ;

Vu le contrat de la CATP n°2018-01-98 portant sur « l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs » ;

Vu les modifications du contrat de la CATP n°2018-01-98 figurant sur le document d'engagement modificatif ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1er :** De signer le présent engagement modificatif au contrat n°2018-01-98 portant sur « l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs » avec la Centrale d'achat des Transport Public (CATP) sise 8 Villa de Lourcine, 75014 Paris.

**ARTICLE 2 :** Précise que l'engagement modificatif du contrat concerne la partie commandée à la société Iveco. Le montant de la commande est modifié et sa valeur est de 6 063 010,27 € HT (9 bus). Cela représente une moins-value de 1.97% par rapport au montant initial de la commande.

**ARTICLE 3 :** Précise que la dépense est inscrite au budget M43 de l'exercice considéré.

Publication le : 02/12/2024

Pour extrait conforme  
Lens, le 28/11/2024

Transmission au contrôle  
de légalité le : 02/12/2024

Pour le Président et par Délégation  
Alain DUBREUCQ  
3<sup>ème</sup> Vice-Président d'Artois Mobilités

Certifié exécutoire le 02/12/2024

*Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de Justice administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, ou d'un recours gracieux devant le président d'Artois Mobilités qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification.*

**REÇU EN PREFECTURE**

le 02/12/2024

Application agréée E-legalite.com